

#expression politique

Groupe CLUSES BLEU MARINE

Cluses, commune sous tutelle

Après une très longue période sans parution, vous avez eu la surprise d'une nouvelle livraison de ce journal municipal en ce début avril. Sans doute, si vous lisez ces tribunes, avez-vous été surpris de constater que la nôtre semblait décalée. C'est simplement que notre texte a été rédigé en janvier, pour une parution annoncée début février. Il aura donc fallu beaucoup de temps pour imprimer et distribuer ce numéro... comme pour présenter un budget pour notre commune !

La présente tribune a été rédigée pour le 12 avril, et la distribution est annoncée le 23 avril.

Notre ville se retrouve financièrement exsangue. Faisons donc le point. Bien entendu, le poids des emprunts souscrits par le passé, et glorieusement «renégociés», pèse lourdement sur les comptes. Mais il y a plus de 1,5 million d'excédent d'investissements. Autrement dit, les investissements étant largement financés par l'emprunt, la Ville a emprunté avant d'en avoir besoin, mais rembourse déjà. La capacité de désendettement est calculée à 11,17 ans, et le seuil d'alerte est à 12 ans.

Il ne faut pas oublier non plus que Cluses se porte caution pour les bailleurs sociaux, pourtant plus riches que nous. Ces engagements représentent une épée de Damoclès sur

nos têtes de 22,3 millions. En comparaison, le budget total de Cluses est de 36,8 millions !

Dans le même temps, notre commune vit au jour le jour grâce à un crédit revolving de 1 million. Le crédit revolving, c'est cette forme de crédit qu'on ne rembourse jamais et qui plonge tant de familles dans la spirale du surendettement. Tout ça est sans doute le fruit d'une gestion en bon père de famille...

De l'autre côté, l'État nous asphyxie. Le fonds de péréquation intercommunal (FPIC) qui frappe nos communes puisque le département est «riche», et la baisse des dotations de l'État, deux mesures décidées par Sarkozy et appliquées avec entrain par Hollande, sont bien évidemment poursuivies par Macron. Mais ce dernier a aggravé la situation : pour continuer à recevoir des fonds, les communes doivent baisser leurs dépenses de fonctionnement. Si cela est en principe conforme au programme du Front National depuis toujours, les efforts exigés sont si brusques après des décennies d'insouciance, que cela pénalisera fortement les subventions aux associations, les services sociaux, les écoles, nos routes, etc. Il faudra donc augmenter les taxes, et vous paierez puisque l'État ne compensera pas les futures hausses de taxes, malgré l'exonération partielle de taxe d'habitation vantée par Macron.

Pire, si les communes arrivent quand même à dégager des excédents, ceux-ci combleront le déficit de l'État. Oui, vous avez bien lu !

Dire qu'il aurait suffi de voter Marine !

Alors certes, les taxes sur les ménages n'ont pas été augmentées, et sans doute certains d'entre vous paieront-ils apparemment un peu moins d'impôts cette année. Mais nos commerçants, eux, vont voir s'appliquer 150 000€ de taxe supplémentaire sur leurs enseignes et publicités. Les taxes sur les terrasses, elles, ont simplement été multipliées par 12 ! Mais grâce à notre dénonciation et au soutien que nous avons apporté aux commerçants ayant légitimement élevé la voix, il semblerait que la Ville fasse machine arrière... pour le moment.

En conclusion, Cluses tente de surnager, avec les semelles de plomb du passé et la main de Macron qui lui appuie sur la tête.



Catherine Dardenne

Nous contacter : martin@dominique-martin.info
ou courrier : B.P. 50 - 74301 CLUSES CÉDEX
<http://www.fn-hautesavoie.fr>
Permanence : le premier vendredi de chaque mois en Mairie, salle Consulaire (1^{er} étage) à 19h30 (entrée par la gauche de la Mairie)

